



Base de Défense de Brest-Lorient

-420 postes = 10 % des effectifs

MAINTENANT CA SUFFIT !

Si rien n'est arrêté aujourd'hui, les suppressions d'emplois de civils et de militaires vont se poursuivre au moins jusqu'en 2019.

Pire, les recettes exceptionnelles sur lesquelles comptaient le chef de l'Etat et le ministre de la Défense pour boucler le budget de la défense deviendraient aujourd'hui hypothétiques, ce qui risque d'entraîner de nouvelles mesures de restructuration.

Les suppressions continuent d'emploi, l'austérité salariale ne sont pas et ne seront jamais des solutions acceptables, aussi :

Les organisations syndicales CFDT/CFTC Lorient, FO Lorient, UNSA Lorient et CGT Lorient se mobilisent pour exiger d'autres choix que ceux qui sont opérés depuis plus de 6 ans et s'opposent à ce nouveau plan de casse.

Nous interpellons ce jour l'ensemble des employeurs par messagerie et de visu : le **CA COUPRY Olivier**, l'**IGA2 BICHET Gerard**, le **CV MISTLER Bertrand**, le **CC GUILLEMOT Yann** et demandons que cette motion soit transmise à leur autorité centrale d'emploi.

Le secteur de Lorient est une nouvelle fois touché !

A Lorient se reclasser devient plus que difficile. Aucune garantie n'est apportée aux agents restructurés de retrouver un poste à hauteur de leurs compétences, de leurs qualifications et de leurs aspirations tout en préservant leur équilibre familial puisque chaque année, depuis 6 ans, des postes continuent à être supprimés sur Lorient.

Chaque employeur contribue à la déflation des effectifs au préjudice de nos activités, de nos emplois et de nos missions. Aussi, les organisations syndicales unies exigent l'arrêt immédiat de ces mesures néfastes tant pour les personnels civils que militaires et l'économie du pays de Lorient.

Pour la CFDT Lorient : David Natus et Jean-François Le Gal

Pour la CFTC Lorient : Guy Le Guellec

Pour FO Défense Lorient : Stéphanie Faucon

Pour l'UNSA Lorient : Olivier Chenevotot

Pour la CGT Lorient : Jean-Michel Daniel et Chantal Madec

CRR

DECLARATION

Amiral,

Vous réunissez ce jour la commission régionale de restructurations pour ce qui concerne la base de défense Brest/Lorient. Le report de cette CRR du 17 Novembre au 8 décembre démontre à lui seul le caractère strictement comptable de ces restructurations : le Ministre annonce 7500 suppressions de postes en 2015 sur la base de pseudo analyses fonctionnelles mais il faut près de deux mois pour avancer des premiers chiffres au niveau de chaque employeur.

Où est l'analyse fonctionnelle quand la pression est mise sur l'encadrement pour trouver coûte que coûte les postes à supprimer ?

Où est l'analyse fonctionnelle quand l'activité reste soutenue et que chaque agent sent une épée de Damoclès sur sa tête et voit ses conditions de travail se dégrader ?

Où est l'analyse fonctionnelle quand la capacité du ministère à reclasser ses agents est de l'aveu même des employeurs faible voire inexistante ?

Où est l'analyse fonctionnelle quand des agents sont transférés d'un service à un autre sans aucun accompagnement comme nous le constatons lors des transferts d'agents du GSBDD vers le SID ?

Où est l'analyse fonctionnelle quand il ne peut être donné aucune garantie à un agent restructuré de se voir proposer un poste pérenne c'est-à-dire qui ne sera pas supprimé dès l'année suivante ?

Les personnels ne sont pas dupes de cet exercice comptable, aveugle qui est appelé à se renouveler chaque année avec la même violence jusqu'en 2018. Représentants des organisations syndicales CFDT, CGT, FO, UNSA et CFTC, nous vous demandons une fois encore quand cette machine infernale va s'interrompre ? Quand le malaise des personnels sera-t-il réellement pris en compte au-delà des discours compatissants ?

A cette logique comptable des réductions d'effectifs sans prise en compte des missions allouées aux services, s'ajoute une rigueur budgétaire sans précédent : en matière de budget de fonctionnement et donc de conditions de travail et en matière de baisse dramatique du pouvoir d'achat. Non seulement le point d'indice et le bordereau sont gelés depuis 4 ans, gel du bordereau que le Ministre s'apprête à renouveler pour un an, mais aujourd'hui se sont également les avancements d'échelon et de grades qui sont remis en cause.

A l'appel des organisations syndicales CFDT, CGT, FO, UNSA, CFTC, les personnels seront mobilisés le jeudi 11 décembre. Pour tous, quel que soit leur statut ou leur grade, se mobiliser reste un sacrifice : leur mobilisation ne doit en avoir que plus d'écho. Il s'agit pour eux comme pour nous d'une première étape pour faire savoir à l'échelon politique que la coupe est pleine et exiger un changement de politique clair en matière de défense et de reconnaissance des agents publics. Alors que des milliards d'euros sont confisqués dans les paradis fiscaux sans finalement gêner nos décideurs politiques, les agents du Ministère de la défense exigent la fin des suppressions dogmatiques et comptables des effectifs, le recrutement d'agents sous statut et une vraie politique salariale pour leur permettre d'accomplir leurs missions de soutien aux forces.

Nous vous demandons Amiral de remonter l'expression de nos mécontentement que l'on nous communique aujourd'hui à travers de cette déclaration.